

FICHE AMENDEMENT

I ERE PARTIE TITRE IV : INSTITUTIONS DE L'UNION

Proposition d'amendement à l'Article : 14 alinéa 2

Déposée par: **M.J.CHABERT**
 M.M.DAMMEYER
 M.P.DEWAEEL
 Mme C. du GRANRUT
 M.C.MARTINI
 M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - **Membre** - **Suppléant** - **Observateur**

Ajouter à la fin de la liste :

2. Ce cadre institutionnel comprend :

Le Parlement européen,
Le Conseil européen,
Le Conseil des ministres,
La Commission européenne,
La Cour de justice de l'Union européenne,
La Banque Centrale européenne,
La Cour des Comptes,
Le Comité des régions.

Explication éventuelle :

Les débats du 7 février au sein de la Convention ont fait ressortir un large consensus pour reconnaître de façon solennelle le rôle des autorités régionales et locales dans l'Union européenne. En tant que représentant de ces autorités, le Comité des Régions doit accéder au rang d'Institution et développer son action et ses compétences de façon à garantir la pleine participation des ces autorités aux politiques de l'Union qui les concernent.

Un tel changement ne modifie en rien l'équilibre institutionnel, pas plus que la transformation de la Cour des Comptes en Institution par le traité de Maastricht n'avait à l'époque modifié cet équilibre. Ce changement répond à la volonté de donner plus de corps au principe de subsidiarité, en prenant en compte les autorités élues à chaque niveau de démocratie : locale, régionale, nationale et européenne.

Par ailleurs, après la réalisation du marché intérieur et de l'Union économique et monétaire l'Union européenne devient une Union politique qui repose sur la double légitimité des Etats et des peuples. Il est logique dès lors d'incorporer le niveau sous-national dans le système institutionnel. Le Comité des régions, composé d'élus locaux et régionaux, doit dès lors être pleinement associé au travail législatif de l'Union, lorsqu'il concerne la population locale et régionale, sans pour autant le compliquer ou le retarder, ceci d'autant plus que les autorités locales et régionales sont très largement responsables de la mise en œuvre de la législation et des actions de l'Union (75%).